



Interview de François Villeroy de Galhau – Gouverneur de la Banque de France

FRANCE INTER – 2 avril 2019

Alexandra Bensaid : Bonjour François Villeroy de Galhau.

François Villeroy de Galhau : Bonjour Alexandra Bensaid.

On va parler de la France, mais d’abord le Brexit, nouveau vote aux Communes hier soir, les députés ont encore une fois dit non à tout, le flou est incroyable, l’impasse est totale, est-ce qu’un divorce sans accord est devenu presque inévitable ?

Les Britanniques ont 10 jours jusqu’au 12 avril pour essayer de trouver une alternative à la plus mauvaise solution. La plus mauvaise solution, c’est la sortie sans accord, et il y a une grande majorité des Britanniques qui souhaitent l’éviter. Mais vous avez raison, ils n’ont pas encore trouvé l’alternative ; l’écart se resserre à chaque fois, il était encore plus serré hier soir, mais je crois vraiment que c’est un choix qui appartient au peuple britannique et au Parlement britannique. La seule chose qu’on peut dire, c’est que l’Europe, c’est un peu comme l’air qu’on respire : on mesure ce que cela vaut une fois qu’on est menacé d’en être privés. Ce que nous avons construit, Nous Européens, c’est-à-dire le marché unique et puis la monnaie unique et l’euro, cela vaut vraiment quelque chose.

On va en parler, mais à la Banque de France, vous étudiez tous les scénarios, est-ce qu’un « no deal », une sortie sans accord, ça peut déclencher une crise ?

Nous avons pris toutes les dispositions au niveau européen comme au niveau national y compris en cas de sortie sans accord pour assurer la continuité des contrats et pour protéger les clients du secteur financier, que ce soit des particuliers ou des entreprises.

Donc vous n’êtes pas particulièrement inquiet ?

Je crois qu’il vaut beaucoup mieux l’éviter : ce serait sur le plan économique et sur le plan des marchés financiers un scénario de grandes perturbations.

Perturbation, le mot est choisi. François Villeroy de Galhau, nous sommes donc dans une période d'incertitudes, le Brexit, l'économie qui ralentit, la sortie du Grand débat en France. Vous avez remis hier soir au chef de l'Etat, votre lettre annuelle, c'est une tradition républicaine, quel message voulez-vous faire passer cette année ?

Nous avons centré cette lettre sur un anniversaire, c'est-à-dire les 20 ans de l'euro. L'euro est devenu la monnaie unique de l'économie européenne, le 1^{er} janvier 1999, même si les pièces et les billets pour les particuliers n'ont été introduits que 3 ans plus tard. Au passage non seulement nous publions la lettre, mais nous mettons en ligne ce matin sur le site de la Banque de France, des vidéos, une version plus...

2.0 la Banque de France.

Une version plus courte et plus graphique, voilà si vous voulez c'est la Banque de France 2.0, parce qu'il est important que les Français aient tous les éléments pour juger l'euro et puis pour regarder les défis qui sont devant nous. L'euro est un succès : il a apporté une hausse des prix beaucoup moins forte, les prix augmentent trois fois moins vite avec l'euro qu'avant l'euro. Il a apporté aussi des coûts de financement qui sont nettement plus bas pour les Français. Pour vous citer un seul exemple, un crédit immobilier il y a 20 ans coûtait en moyenne un peu plus de 5 %, aujourd'hui il coûte autour de 1,5 %. Cela fait une énorme différence pour ceux qui empruntent et en résultat l'euro a contribué à plutôt bien protéger le pouvoir d'achat des Français. Je vais le dire avec beaucoup de mesure parce que le pouvoir d'achat, c'est évidemment un sujet sensible, on va sans doute y revenir.

Oui, vous dites que les Français sont sur 20 ans gagnants sur le pouvoir d'achat et pourtant ils sont dans la rue, c'est une des principales revendications du grand débat, alors encore une fois on a un problème de thermomètre, de ressenti ?

Je crois qu'il faut bien expliquer parce qu'effectivement les ressentis peuvent être différents. Pour le dire avec beaucoup de mesure je vais parler de moyenne, de moyenne par habitant, alors que chaque Français est évidemment sensible à sa situation personnelle. Mais le pouvoir d'achat, c'est la différence entre l'évolution des revenus et l'évolution du coût de la vie. Et quand on regarde depuis 20 ans, depuis 1999, le pouvoir d'achat des Français a en moyenne augmenté de 20 %, c'est-à-dire de 1 % par an. Et en moyenne toujours, l'année 2019 devrait être plutôt un bon cru avec environ 2 % de hausse du pouvoir d'achat par habitant.

Donc cette année...

Cela tient notamment à la très bonne maîtrise de la hausse des prix, c'est évidemment un des apports de l'euro pour le pouvoir d'achat des Français.

Est-ce que c'est une façon de dire, sans le dire, qu'il ne faut pas mettre plus d'argent à la sortie du grand débat sur la table pour le pouvoir d'achat ?

Non, nous ne disons pas cela, parce que l'objet de la lettre, c'est de faire le bilan de l'euro, puis de voir ce qu'il faut faire pour renforcer encore l'euro au plan interne en Europe comme au plan international. Nous rappelons simplement qu'il y a un certain nombre de priorités de réformes pour que la France aille mieux. Je vais en citer deux qui sont très importantes, que j'écrivais l'année précédente, mais qui sont toujours vraies cette année. La France a trop de chômage et donc il est essentiel d'investir dans l'apprentissage et la formation professionnelle, parce qu'on a trop de chômeurs mais en même temps les entreprises ne trouvent pas les compétences.

Ça c'est fait, ça a été lancé.

Ça a été lancé, mais ce n'est pas encore fait, si vous me permettez Alexandra Bensaid, donc il faut que tout le monde s'empare de la loi Avenir pro à laquelle vous faites allusion. Tout le monde, d'ailleurs ce n'est pas seulement le gouvernement, c'est aussi les entreprises, les partenaires sociaux etc. Et puis nous avons une deuxième limite, c'est qu'on a trop de dépenses publiques, quand on se compare à nos voisins européens, nous avons le même modèle social européen, je pense que c'est le bon modèle social mais nous, il nous coûte plus cher.

Est-ce qu'on a, François Villeroy de Galhau, quelque chose qui est ressortie du Grand débat parce que les Français ne disent pas qu'on a trop de dépenses publiques, les Français, eux, ils disent que la dépense, le fardeau est mal réparti. Est-ce que vous le voyez ce problème de répartition du fardeau ?

Ce n'est pas à moi de juger comment il faut sortir du grand débat, mais je crois que les Français disent en tout cas qu'ils payent trop d'impôts et qu'ils sont attachés au service public. Je le suis aussi, nous le sommes à la Banque de France. Nous montrons aussi à la Banque de France que l'on peut avoir des services publics au moins aussi bons et peut-être même meilleurs en faisant un certain nombre d'économies, en s'organisant mieux, c'est ce que nous sommes en train de faire.

Donc soutien au cap d'Emmanuel Macron ce matin ?

Non : si vous le voulez bien, l'objet de cette Lettre chaque année, puisqu'elle existe, vous le disiez, depuis 1945, ce n'est pas de distribuer des bons et des mauvais points au gouvernement, c'est de donner à l'opinion, aux Français qui nous écoutent un certain nombre de données. Là nous avons vraiment voulu faire le bilan de cette réalisation majeure qu'est l'euro, pour leur permettre ensuite de juger. Au passage l'euro est un vrai succès populaire dans tous les sens du terme : il y avait beaucoup de gens qui doutaient de l'euro quand il a été créé, aujourd'hui l'euro est soutenu par les trois quarts des Européens, par 72 % des Français qui veulent le garder comme leur monnaie. Je crois que cela peut être un motif de fierté collective.

Alors une mise au point, hier à votre place, nous avions le ministre de l'Action et des Comptes publics, Gérard Darmanin, qui a insisté sur la bonne croissance de la France, François Villeroy de Galhau, est-ce que ce sont les Français, c'est la France qui fait une performance exceptionnelle, ou est-ce que ce n'est pas plutôt nos voisins qui ralentissent beaucoup plus ?

Si on regarde notre environnement économique, il est devenu plus défavorable depuis un an, incontestablement. On avait des vents porteurs, ils sont moins favorables aujourd'hui, il y a même certains vents contraires. Par rapport à cela la France résiste mieux que les autres, nous prévoyons une croissance cette année de 1,4 % après 1,6 l'an dernier : c'est donc un petit ralentissement, mais ce devrait être deux fois mieux que l'Allemagne. Cela fait 13 ans, depuis 2006 que la France n'avait pas cru davantage que l'Allemagne. Mais il faut que nous soyons extrêmement solides et que nous poursuivions nos efforts, parce que l'environnement est moins porteur.

François Villeroy de Galhau, le Gouverneur de la Banque de France et donc tout est en ligne sur le site, merci d'avoir été sur France Inter.